

la Dette

du Tiers Monde



Edito

Décidément, la gestion de la crise actuelle du capitalisme est une leçon de choses. Selon le vieil adage : il faut que tout change pour que rien ne change.

D'abord, trouver un bouc émissaire : ce seront les traders qui, comme chacun sait, dirigent le monde. Puis s'ouvrir au monde, enfin à ceux qui respectent les sacro-saintes lois du marché et pèsent dans le monde. Donc, de 8, ils seront désormais 20 à diriger le monde.

Et les autres ? Vous devez bien comprendre qu'il faut des sacrifices pour sortir de la crise. Les traders vont devoir renoncer à quelques dollars, les actionnaires se font des frayeurs; alors les salariés doivent comprendre que leur sacrifice sert à sauver le monde et les populations du Sud, qu'il faut redresser l'agro business.

L'important est qu'ils ne soient pas tentés de changer vraiment les choses. Sinon, comme au Honduras, il faudra leur faire comprendre qu'il faut être raisonnable.

Et nous, nous ne sommes pas raisonnables : nous sommes à Pittsburgh face aux maîtres du monde et à Tegucigalpa aux côtés du peuple du Honduras.



L'équipe du CADTM France

Agenda

27-09 | La Roche-Vigneuse (71) - France
Fête Altermondialiste Mâconnaise avec le CADTM

1er-10 | Marseille (13), France
Soirée Équitable café avec Jérôme Duval

12-10
Journée Globale d'Action pour la protection de la Mère Terre, contre la marchandisation de la vie

14-10 | Paris, France
Let's make money 20h au cinéma la Clé avec Nicolas Sersiron

15-10 | Montpellier (34), France
Anniversaire mort Thomas Sankara Conférence avec Éric Toussaint . Stand CADTM Nîmes

12-10 => 18-10
Semaine d'Action Mondiale contre la Dette et les IFI

13-11 | Grenoble (38), France
"Yakare" "L'espoir" CADTM Grenoble

14-11 | Nîmes (30), France
Forum SSI Stand du CADTM

22-11 | Cavailon (84), France
"Life and debt" avec le CADTM Nîmes

Détails : <http://www.cadtm.org/Agenda>

L'impunité consacrée : la norme (comptable) ?

Dans une orchestration médiatique planétaire, le G20 qui s'était conclu en avril 2009 à Londres apportait enfin les premières solutions pour sortir de la crise financière et économique : par exemple en moralisant les marchés financiers.

Et il semble bien que les capitalistes des États-Unis mènent la danse. L'assouplissement unilatéral d'une norme comptable mise en place après l'affaire Enron légalise le maquillage d'une créance pourrie en laissant le détenteur évaluer lui-même la valeur de cet actif dans un contexte de marché inactif (ou illiquide) et ce, afin d'éviter des "pertes artificielles" résultant de la différence entre les profits escomptés et la réalité du prix sur le marché au moment du bilan comptable. La finance dicte ses règles, complaisamment appuyée par les gouvernants et occultée par les médias.

Par exemple, alors que le lendemain du G20 de Londres les médias attribuaient les hausses des valeurs bancaires de Londres aux mesures annoncées à son occasion, aucun n'a évoqué l'application immédiate des assouplissements de la norme américaine dans la comptabilité des banques et aucun n'a fait le lien avec la soudaine valorisation de leurs actifs.

Autre exemple dans le cadre des plans de sauvetage des banques aux États-Unis : la banque évaluant elle-même la créance pourrie qu'elle va revendre à l'État, elle négocie pour en obtenir un bon prix. Et finalement, certaines banques préfèrent la conserver en portefeuille, pour attendre le bon moment !

Au sommet de Pittsburgh, les capitalistes européens n'ont pas trouvé d'accord avec leurs concurrents américains concernant cette norme d'évaluation des actifs. Des négociations devraient donc s'étaler jusqu'en 2011, conférant ainsi un avantage aux capitaux américains durant ce temps.

C'est un changement important qui semble s'intégrer à une révision globale des normes comptables internationales. Le tout étant de les harmoniser au niveau mondial en introduisant cette notion prospective (futurs retraites, futures valeurs pondérées par le moral des marchés...), si chère à Mr Breton et Pébereau.



Renaud Savéan

Le CADTM international envoie une délégation au Honduras

Suite au coup d'État orchestré par l'oligarchie du Honduras le 28 juin dernier, le CADTM international décide d'envoyer une délégation à Tegucigalpa. Cette mission s'inscrit dans le processus d'accompagnement et d'observation initié par Enlazando Alternativas¹ (Espagne) et constitue la cinquième mission internationale. Le but étant de pérenniser la présence d'observateurs internationaux sur place pour rendre compte de la situation tant déformée par les médias dominants. Bien que de (trop) courte durée, notre présence nous a permis de nous immerger directement dans la réalité de la résistance quotidienne, de multiplier les interviews et d'approfondir certains contacts pour un travail de plus longue haleine. Nous n'avons hélas pas eu l'occasion d'observer une manifestation des chemises blanches (en soutien au coup d'État) et pour cause : il n'y en aura pas durant notre séjour.

Du côté de la résistance fédérée par le Front National de Résistance contre le Coup d'État², par contre, nous n'avions que l'embarras du choix : les manifestations, réunions et assemblées étaient copieuses et quotidiennes. Notre séjour a été marqué par deux moments forts : la mobilisation massive du 11 août contre le coup d'État et la violente répression du 12 août³.

Dès les premiers jours, on a de suite compris qu'il s'agissait bien d'une dictature militaire

et nous avons insisté sur la nécessité d'employer les bons mots : la retenue des médias commerciaux faisant l'impasse sur de tels qualificatifs, il est parfois difficile de se faire une idée juste depuis l'extérieur. Suite à presque deux mois de mobilisation, la résistance nous a semblé déterminée et organisée pour durer et ce malgré la répression. Les artistes se regroupent⁴ et organisent des concerts et expositions; le Front des Avocats (*Frente de Abogados en Resistencia*), qui envisage des actions auprès de la CPI⁵, se bat pour faire valoir les droits des blessés et inculpés et se prépare bénévolement aux procès avec le soutien des familles. Les organisations étudiantes appellent à une première rencontre internationaliste contre le coup d'État et pour l'Assemblée nationale constituante du 8 au 10 octobre prochain. Les rares médias informant sur la résistance sont de plus en plus suivis et jouent un rôle de première importance (certains citoyens restent connectés toute la journée à Radio Globo avec leurs écouteurs ou radio et suivent la lutte en direct).

De son côté, le gouvernement légitime de Manuel Zelaya, en exil, continue à être reconnu par la plupart des gouvernements et poursuit son travail diplomatique de résistance. Il vient, début septembre, de sortir un rapport sur le coup d'État⁶.

Dans un pays qui a connu dans les années 80 les exactions de l'armée avec près de 200 disparitions forcées, les récents cas de séquestrations, détentions arbitraires, tortures et

disparitions secouent une mémoire qui n'oublie ni ne pardonne. Certaines personnalités responsables des crimes commis dans les années 80 sont en place au sein du gouvernement putschiste de Roberto Michelleti Bain. On peut citer, entre autres, Billy Joya Améndola, responsable de tortures et disparitions de 1984 à 1991 au sein du fameux escadron de la mort 3-16 formé par des agents de la CIA, et actuel ministre conseiller en sécurité. Carlos López Contreras, ancien responsable de la politique contre-révolutionnaire au Nicaragua depuis le Honduras est, quant à lui, nommé ministre des Affaires étrangères.

John Negroponte, ancien ambassadeur des États-Unis au Honduras de 1981 à 1985, et Otto Reich⁷, tous deux responsables des escadrons de la mort en Amérique centrale et de la sale guerre contre le Nicaragua sandiniste, sont impliqués dans ce funeste plan. L'ambassadeur américain, Hugo Llorens, toujours en poste à Tegucigalpa, a reçu à son domicile plusieurs de ces conspirateurs quelques jours avant le coup d'État. Au Honduras, un des pays les plus pauvres de l'Amérique latine, l'élite est constituée d'une dizaine de familles qui contrôlent les médias, les grandes entreprises et le pouvoir. Cette élite, en relation directe avec certains secteurs ultra conservateurs des États-Unis et les multinationales étasuniennes sont les piliers de la nouvelle dictature. Les entrepreneurs nationaux tels Carlos Facussé, propriétaire du quotidien *La Tribuna*, Jorge Canahuati, propriétaire des deux autres quotidiens d'importance (*El Heraldo* et *La Prensa*), José Rafael Ferrari, propriétaire de Televisión (Télévision) et Ricardo Maduro, ex-président de la République entre 2002 et 2006, propriétaire de banques et moyens de communication, sont quelques-uns de ceux qui ont financé et propagé l'idéologie putschiste. De même qu'au Venezuela en avril 2002, on peut parler de coup d'État médiatique.

Pour mieux comprendre les raisons du coup d'État, il suffit de jeter un coup d'œil sur quelques avancées de la politique de Manuel Zelaya

Celui-ci avait lancé des *Assemblées du pouvoir citoyen*, sortes d'assemblées populaires organisées chaque semaine dans différentes parties du pays; inauguré un hebdomadaire gratuit, *El Poder Ciudadano (Le Pouvoir Citoyen)* donnant la parole à ceux que les médias dominant ignorent trop souvent; augmenté le salaire minimum de 60 % par décret, mesure qui suscita les foudres des entrepreneurs⁸; adhéré à l'ALBA⁹ et PetroCaribe¹⁰; voulu transformer l'aéroport militaire de la base étasunienne Soto Cano en aéroport civil et était sur le point de soumettre au peuple la proposition d'une assemblée constituante...

C'en était sans doute trop!


Le jour de la consultation sur l'approbation ou non d'une quatrième urne pour les élections de novembre prochain afin d'élire une Assemblée nationale constituante, l'armée séquestre le président et l'expédie au Costa Rica voisin. Sa ministre des Affaires extérieures, Patricia Rodas subira le même sort.



Photo : Cécile Lamarque

L'avenir du Honduras dépend de la lutte qui, jour après jour, renforce le désir d'un retour à l'ordre constitutionnel avec Zelaya dans ses fonctions et l'élection d'une assemblée constituante. La constitution en vigueur depuis 1982 stipule dans son article 3¹¹ : « *Personne ne doit obéissance à un gouvernement usurpateur ni à quiconque assumant les fonctions ou emplois publics par la force des armes (...)* Le peuple a le droit de recourir à l'insurrection en défense de l'ordre constitutionnel. »

A l'heure où nous bouclons ce bulletin (mettre la date bouclage ?), nous apprenons qu'au lendemain du retour de Manuel Zelaya, entré dans son pays au péril de sa vie, la police militaire a violemment réprimé plusieurs milliers de citoyens venus protéger leur président. Nombre d'entre eux avait passé la nuit autour de l'ambassade du Brésil où il s'était réfugié. Le pays a vécu sous un couvre feu (X)¹² et on dénombre déjà plus de 300 détenus, de nombreux blessés et un nombre indéfini d'assassinats. Le CADTM dénonce cette répression inouïe et demande à la communauté internationale qu'elle agisse enfin pour l'arrêt des relations diplomatiques ou commerciales qui légitiment cette dictature sanguinaire. Le CADTM soutient le peuple du Honduras en lutte pour une constituante et et prône l'instauration d'un blocus économique envers le régime putschiste.

 Jérôme Duval, Cécile Lamarque

1. <http://www.enlazandoalternativas.org/>
2. Voir le site du Front National de résistance contre le coup d'État : <http://contraelgolpedeestadohn.blogspot.com/>
3. Lire le communiqué : <http://www.cadtm.org/Au-46eme-jour-de-resistance>
4. Voir : <http://www.enlazandoalternativas.org/>
5. Voir le message de Cécile Lamarque : <http://www.cadtm.org/Mission-du-CADTM-en-solidarite>
6. Voir sur le site officiel du gouvernement en résistance, le rapport sorti le 10 septembre : <http://www.gob-hn.net/presidencia/>
7. Otto Reich a ouvertement soutenu le nouveau gouvernement de facto le qualifiant de « légal et constitutionnel »
8. Notamment au sein du COHEP (Consejo Hondureño de la Empresa Privada) dont certains tentèrent de déclarer inconstitutionnel de décret en question.
9. L'ALBA dont les sigles correspondent à : Alternative bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, signifie « aube » en espagnol. L'Alliance est fondée non sur le principe de concurrence, mais sur ceux de coopération et de complémentarité prenant en compte les asymétries entre pays membres.
10. Accord régional lancé par le Venezuela qui facilite un approvisionnement en pétrole à des prix préférentiels, avec des facilités de paiement.
11. "Nadie debe obediencia..."
12. Le couvre feu a couru du 21 septembre, 16h au 24 septembre, 6h soit 62h de couvre feu ininterrompu.

Partir ou mourir



<http://www.cadtm.org/Film-documentaire-Dem-Walla-Dee>

Ce documentaire, tourné à Dakar par des militants du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde, pendant l'été 2007, donne la parole aux Sénégalais, partis clandestinement en chaloupes à travers l'océan Atlantique, pour rejoindre l'Europe qui verrouille ses frontières.

Par-delà les récits poignants des traversées, que nous livrent ceux qui ont essayé d'émigrer et qui ont ensuite été ramenés en avion au Sénégal, ce film nous fait découvrir les conditions de vie sans espoir de tous ceux qui veulent partir et qui dénoncent leur propre gouvernement, qui après les avoir rapatriés, les abandonne à leur sort.

Fou Malade, rappeur, Mignane Diouf, coordonateur du Forum Social Sénégalais, mettent en cause les gouvernements du Nord qui pillent leur pays depuis plusieurs siècles à travers l'esclavage, le colonialisme, la dette, les accords de pêche, les APE.

Et comme nous le dit avec conviction Sidiki Daff : « *La libre circulation des hommes est un droit inaliénable* ».

Plonger dans la mer
Partir à tout jamais
Quitter la terre amère
Glisser dans l'eau salée

Partir sous la lune
Le regard abyssal
Nourri de soleil
Sur la vague matinale

Et avec ses bras
Traverser la mer
Et après l'océan
Toucher l'horizon

Partir avec rien
Sans mal ni biens
Qui te tiennent
Et te retiennent

Partir sans marcher
Sans boire ni voir
Nager à bout de bras
À bout de forces
À bout de soi
À bout de soif
À bout de faim
Seul avec ses mains
Bras après bras
Seul avec l'espoir
Jour après jour
Sûr d'arriver
Nuit après nuit

Partir ou mourir
Dem walla dee

14.794 immigrés sont morts aux frontières de l'Europe depuis 1988, dont 6.417 sont disparus en mer. En mer Méditerranée et dans l'océan Atlantique ont perdu la vie 10.813 migrants. Dans le Canal de Sicile 4.173 personnes sont mortes, entre la Libye, l'Égypte, la Tunisie, Malte et l'Italie, dont 3.056 disparus, et 138 autres ont perdu la vie le long des nouvelles routes entre l'Algérie et l'île de Sardaigne; 4.445 personnes sont mortes au large des îles Canaries et du détroit de Gibraltar entre le Maroc, l'Algérie et l'Espagne, dont 2.254 disparus; 1.315 personnes sont mortes en mer Egée, entre la Turquie et la Grèce, et aussi entre l'Égypte et la Grèce, dont 823 disparus; 603 personnes sont mortes en mer Adriatique, entre l'Albanie, le Montenegro et l'Italie, dont 220 disparus. Et pour rejoindre l'île française de Mayotte, dans l'océan Indien, 624 personnes se sont noyées. Mais la mer on ne la traverse pas seulement à bord des pirogues. En navigant cachés à bord de navires de cargaison régulièrement enregistrés, au moins 153 hommes sont morts asphyxiés ou noyés.

<http://fortresseurope.blogspot.com/2006/01/fortresse-europe.html>



Tableau 1: Immigration. Acrilico de Sandra Garcia

 Zalzal Madjid

Crise écologique, impact des solutions capitalistes

Parler de crise écologique globale, revient à faire le constat de l'évolution défavorable du milieu de vie pour l'espèce humaine et de la perte de la biodiversité dont il est un chaînon. Plus de la moitié des humains vivent dans des conditions qui nous seraient insupportables, plus d'1 milliard ne peut manger, ou boire de l'eau potable. ¼ des mammifères, nos proches cousins, sont condamnés à disparaître. Les sols agricoles surexploités s'essouffent, les mers sont vidées, les forêts brûlées, la guerre de l'eau a commencé. Notre climat se détériore rapidement, réchauffé par notre surconsommation alimentaire, matérialiste et énergivore.

Faisant la queue un beau matin de juin au guichet de la poste, une jeune femme, légèrement obèse, au teint rougeoyant se tourne vers moi : « *y pourraient quand même climatiser !* ». Je lui réponds qu'il ne fait guère

plus de 22-24°, une température qui me semble agréable, puis j'ajoute que climatiser aboutit à réchauffer un peu plus le climat, donc globalement à l'inverse de l'effet rechercher. « *Vous croyez !* » J'insiste : climatiser utilise de l'énergie, donc produit de la pollution et du réchauffement. « *Non, je ne vous crois pas !* » Une voiture produit du CO2 quand elle roule, si elle est climatisée un jour de grande chaleur, elle en produira 10 à 20% de plus et, à l'arrêt dans les encombrements, réchauffera les piétons passant juste à côté avec les calories extraites de son habitacle.

L'ignorance des choses importantes du monde

Le gouvernement français, comme ceux des autres pays riches maintiennent la majorité de

la population, au nom de la sacro sainte croissance – soit disant source d'emploi - dans l'ignorance des choses importantes du monde et de la portée de leurs actes consuméristes. Climatiser n'est pas anodin, cela va produire du profit pour le fabricant, le vendeur, le service après-vente, et surtout le fournisseur d'énergie, etc., donc faire augmenter le PIB. Totalement à l'envers de ce que chacun d'entre nous doit comprendre, s'il a le désir de laisser à ses proches descendants une planète vivable. Le PIB aime le positif comme toutes les dépenses qui le font monter. Ne lui parler pas d'économie d'énergie ou de décroissance matérielle, vous le rendriez malade. Le PIB est un instrument comptable des profits capitalistes, il ne s'intéresse pas au bien-être des humains ou de la nature : il n'est pas fait pour ça. L'indice de développement humain,

IDH, vous connaissez ? Les médias, la publicité, les transnationales l'ignorent.

Cette femme, comme des centaines de millions d'autres humains, est une victime du marketing. Il y a plus de 30 ans, Ivan Illich avait dit combien le malaise psychique accompagnait les progrès du « bien-être » matériel. A la recherche d'un mieux être qui semble toujours s'enfuir, elle surconsomme des produits raffinés, emballés, pesticides, - pauvres en nutriments, riches en sucres et graisses - tous issus de l'agrobusiness et des supermarchés dont elle fait la fortune. L'obésité apportera son lot de maladies : son thermomètre interne est déjà dérégulé. De plus en plus de services et de produits du santé-business lui seront nécessaires. Le poids de son corps lui créera de nouveaux besoins que de nombreux robots électromécaniques lui fourniront. Sa maladie est un vecteur redoutable de la surconsommation de toutes les matières premières et des énergies fossiles de la planète, transformées par l'industrie. Terminal de la longue chaîne du pillage organisé au nom du libre-échange, elle est une source de profits formidable. Utilisée par les statistiques des économistes, elle servira de prétexte, pour nous démontrer la nécessité d'augmenter chaque année la quantité de nourriture, de médicaments, de services, de biens matériels dans une course sans fin jusqu'à l'épuisement planétaire.

Le système du libre marché ne nous présente que la face délicate de la consommation

Il s'adresse à notre part infantile et pulsionnelle. Il transgresse la structuration de nos désirs pour créer en nous le besoin d'une satisfaction immédiate. Pour cela, il masque les véritables coûts ou les externalise. Dans son besoin d'une croissance incessante, indispensable à la fabrication de ses profits, il nous aveugle sur le but de son projet. La croissance serait le moyen de créer des emplois et l'effet de ruissellement (trickle down effect) permettrait aux pauvres de s'enrichir grâce aux investissements des profits des plus riches. Mensonges. Les emplois diminuent inexorablement sous l'effet des gains de productivité, et les accumulations capitalistes de quelques-uns appauvrissent le plus grand nombre. Pomper sans limites dans les ressources naturelles, nos biens communs, devient dans ce schéma, aussi indispensable que normal. Pour écouler les surproductions issues de la course aux profits, le libre marché pousse les humains au surendettement. Et ainsi pour satisfaire aux besoins artificiels créés par le système médiatico-publicitaire, nous brûlons notre planète. En dépassant la capacité de renouvellement de notre maison - le système-planète-habitable - nous créons une dette écologique envers les 4 milliards d'humains exclus, nos enfants et les générations futures.

Le système « consommationniste » externalise les coûts de deux manières. Soit il reporte sur d'autres une partie du prix : le citoyen

mangeur, mais surtout le végétarien, doit payer la dépollution de l'eau qu'il boit alors que l'essentiel de la pollution chimique est produite par l'agriculture qui, à 80%, sert à la production animale. Il mangerait beaucoup moins de viande si le prix reflétait les véritables coûts, les pollutions de l'eau, de l'air et celui du réchauffement dû à l'élevage (15-20% des gaz à effet de serre GES). Sur le plan de la santé il se porterait mieux. Payons-nous avec l'achat de notre steak le prix de la disparition de la forêt amazonienne ? Le prix de la mort lente des indiens au profit du soja OGM destiné au bétail européen ? Non bien sûr. Les bœufs à transformer en steak Mac Do et en cuir pour les sacs Vuitton sont plus profitables que la sauvegarde de quelques tribus sauvages. Faire disparaître le plus grand poumon de la planète importe peu aux profits immédiats du grand capital. L'essentiel est que le client final achète, le service environnemental n'est pas compris !

L'autre façon consiste à reporter les coûts volontairement cachés sur les générations futures. Dans quelques dizaines d'années le pétrole à bas coût aura disparu, la planète sera réchauffée, les déchets des centrales atomiques en fin de vie seront encore à gérer pour longtemps, les terres agricoles surexploitées seront totalement infertiles sans une pétrochimie intense, et les mers vides. La dette écologique pour nos suivants sera beaucoup plus lourde que la dette financière actuelle. Dans son principe elle est semblable : elle met en pleine lumière les limites du : « consommons le maximum tout de suite, nous ou nos descendants paierons plus tard ». À en croire le discours de la majorité de nos politiques sur la croissance, c'est le moyen de nous sortir de la crise. Vive la grande confusion du Grenelle de l'environnement. Ha oui, mais pardon, maintenant on va faire de la croissance verte !



Capitalisme vert

La potion magique

La crise de l'économie globale liée à la crise écologique pousse les responsables du système capitaliste à chercher le moyen pour endormir le « consommationniste » inquiet pour son avenir et, ainsi, faire repartir la machine à produire toujours plus de profits. Aujourd'hui ils nous proposent la croissance durable sur une

planète déjà très endommagée et limitée. Mais n'est-ce pas un autre habillage du système. Celui qui est responsable de l'injustice sociale grandissante et de la catastrophe écologique actuelle, celui qui est à la source de plus en plus de profits pour de moins en moins de personnes. Le vert serait-il devenu le sésame des mille et une nuits.

A la fois capable de stopper la crise et d'éviter l'écueil de la redistribution équitable des richesses ?

Le capitalisme vert cherche à nous engager dans une nouvelle économie qui serait écologiquement responsable. Nous devons croire dans la capacité de la techno-science pour résoudre les problèmes dont elle est pourtant la première responsable. Il n'est plus question de faire appel au bon sens populaire ou à l'esprit critique de chacun. Les pouvoirs imposent le dogme du croissantisme vert comme une évidence : si vous voulez des emplois, c'est la seule solution. Mais le réveil n'en sera que plus dur. Les décideurs veulent nous faire croire que la démocratie politique, la réflexion éco-citoyenne ne pourraient plus s'exercer devant la complexité des problèmes et l'urgence climatique. Seuls les experts de l'écologie, en réalité les nouveaux conseillers éco-verts du vieux système des profits, seraient capables de guider les décisions des gouvernants, les vraies bonnes décisions pour la population !!!

Pourtant, la prospérité d'aujourd'hui n'a aucun sens si elle ne tient pas compte de la prospérité de demain. A quoi sert de faire de la croissance verte en laissant au marché le soin de gérer la crise. Il préfère investir «...dans la production d'énergies « sans CO2 » plutôt que dans les économies évite bien plus de GES qu'un euro injecté dans le renouvelable. » Aurélien Bernier. 1 litre d'agrocarburant - de sa fabrication à son usage ultime - produit en moyenne 3 fois plus de GES qu'1 litre de pétrole. Sous le prétexte de l'autonomie énergétique, ce sont les profits de l'agro-industrie subventionnée par le contribuable que l'on découvre : au diable les GES.

La question écologique est fondamentalement politique

La justice sociale planétaire et notre avenir dépendent de la société civile. Si elle ne réussit pas à faire entendre sa voix, des choix écologiquement et socialement catastrophiques continueront à être faits - au nom du libre échange - pour les profits immédiats de l'oligarchie. Ils sont peu nombreux, immensément riches et plutôt âgés. Sans avenir, pathologiquement égocentrés, ils ne dirigent le monde que pour améliorer encore la magnificence de leurs derniers banquets.

 Nicolas Sersiron

Le rôle de l'agriculture dans l'économie du capitalisme en crise

« L'alimentation étant un besoin fondamental, le secteur agricole résiste mieux à la crise économique mondiale que les autres secteurs ».¹

L'émergence depuis 2008 d'une crise économique mondiale majeure, a ramené avec force l'intérêt des économistes sur l'agriculture. Que ce soit pour une relance keynésienne de l'économie ou la poursuite de l'offensive néolibérale, l'agriculture a un rôle stratégique pour remettre en marche le capitalisme.

Dans le monde, presque un travailleur sur deux est dans l'agriculture. La part d'auto-consommation encore importante de la majorité des paysan-nes (qui tend à augmenter lorsque les ventes ne se font pas), est largement contra-cyclique. L'agriculture joue donc encore un rôle d'amortisseur économique. Les perspectives de prix restent durablement élevées, alors que nous sommes presque 7 milliards « de consommateurs ». De plus, les productions alimentaires représentent moins de 10% de la valeur totale des échanges internationaux. Ce secteur est donc important pour maintenir ou augmenter le commerce international. La production agricole est un secteur clef, stabilisateur de l'économie capitaliste et stratégique pour relancer le processus mondial d'accumulation par le capital. Tous les moyens possibles sont utilisés pour accélérer l'accaparement des ressources agricoles et des richesses produites.

La crise alimentaire et la pauvreté rurale sont désormais les grandes raisons invoquées

Augmenter la captation des richesses produites par l'agriculture et l'alimentation, c'est-à-dire s'assurer l'exploitation des travailleurs agricoles (près de la moitié de la population mondiale). Plus d'1 milliard de personnes souffrent de la faim, 80% des petits agriculteurs. Ce sont également eux qui immigrent dans les bidonvilles après avoir tout perdu. Pourtant, les annonces en faveur de la petite paysannerie des grandes Institutions financières internationales ne doivent pas nous tromper.



Billet indien

¹ L'agriculture résiste mieux à la crise mondiale que les autres secteurs 17-06-2009 Publication des perspectives agricoles 2009-2018 de l'OCDE et de la FAO <http://www.fao.org/news/story/fr/item/20770/code/>

² Les pays riches comptant l'assurer avec le développement de leurs agrocarburants.

Crise alimentaire et pauvreté rurale : prétexte pour l'accaparement de la production agricole et alimentaire par le capital...

Les plans de développement agricole ou de lutte contre la faim, sont réalisés au prix d'une relance de l'endettement public des pays du Sud, et de conditionnalités politiques. L'agenda agricole de la mondialisation capitaliste, prévu de longue date, ne change pas. Les réformes qui accompagnent les rares dons et les nouveaux prêts portent sur les modifications législatives nécessaires à l'accaparement par des multinationales et des fonds d'investissement :

- des moyens de productions (ressources génétiques, hydriques, de terres agricoles, des modes de productions...)
- des filières agro-alimentaires (transformation, distribution...)

Les mesures concernant les petits agriculteurs sont donc faites, à l'heure actuelle, pour éventuellement s'assurer de leurs présences temporaires. Les paysans étant nécessaires à la relance de l'économie capitaliste mondiale dans le cadre d'une analyse keynésienne. Mais bien sûr, sans entraver la domination croissante des multinationales et de la finance sur toutes les filières agricoles et alimentaires. Et, en aucune façon, ne remettre en question la priorité donnée au commerce international pour soi-disant assurer un développement par promotion des exportations. Ainsi, le cadre économique indispensable reste la libéralisation totale des échanges agricoles des accords de l'OMC ou dans l'attente, les accords bilatéraux et zones de libres échanges (APE, ALENA....). Tous cela doit garantir la disparition des producteurs « non compétitifs » ou, dans le langage de la Banque mondiale : « (...) assurer le transfert des terres aux utilisateurs les plus productifs (...) ».

Le paquet -semences « améliorées » et intrants chimiques- est imposé comme solution pour augmenter la productivité. La baisse de biodiversité cultivée est très préoccupante pour le futur de l'alimentation mondiale,³ mais les engrais et les pesticides posent également d'autres questions. Questions climatiques, car les engrais azotés sont responsables de 20% des gaz à effet de serre émis par l'agriculture. Et, plus largement, des questions environnementales et de santé. Bien sûr les populations les plus pauvres sont les plus touchées. Pour les pesticides, la Banque mondiale dans sa publication de 2005, *environment matters at the world bank*, estime à 3 millions d'empoisonnements sévères par an, incluant 250 000 morts, presque tous dans les pays en développement. Ou encore, reprenant des estimations de l'OMS de 2003, elle estime

³ Voir Bulletin CADTM France n°33 - Avril - Mai 2008 : Les multinationales semencières et la Banque mondiale, des actions illégitimes et « biodiversicides »

en 2007 que les morts par empoisonnement sont de l'ordre de 355 000 par an. Plus généralement, la pollution par les intrants chimiques des rivières et des nappes phréatiques supprime tout simplement l'accès à l'eau potable d'une partie énorme de la population. Introduire cette agriculture chimique permet, par contre, de capter la valeur produite par le travail agricole. Au final, les paysans suffisamment « productifs » travailleront pour acheter ces produits -et rembourser les dettes contractées pour les acheter-, avant de laisser la place à des entreprises agricoles détenues par des fonds de pension...

 Olivier Chantry

Dettes publiques mondiales actuelles

35 139 146 432 716 \$

« Un écart s'est produit. Nous sommes encore dans un système qui repose sur le monde tel qu'il était à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le monde a changé, il faut donc adapter le capital. »

Michel Camdessus 25/09/09 à propos du G20

« On ne peut pas réguler l'appât du gain. On ne peut pas dire qu'il n'y aura plus de crises financières. Nous aurons encore des banquiers qui prennent trop de risques, prédit Anders Borg, qui est lui-même ancien banquier. Nous aurons encore des bulles et des crises financières. La cupidité, le goût du jeu, la prise de risque font partie de la nature humaine ».

Anders Borg, ministre suédois des Finances au G20

Il manque encore 35 milliards \$ par an aux contributions des donateurs, par rapport à leur promesse faite en 2005 à propos des flux annuels d'aide par le Groupe des Huit à Gleneagles, et 20 milliards \$ par an sur l'aide à l'Afrique, d'après les estimations des Nations Unies.

Rapport PNUD

⁴ « Rapport sur le développement dans le monde 2008. L'Agriculture au service du développement » Banque Mondiale, Oct. 2007

Le double langage de la Commission européenne sur les subventions

Où l'on peut voir que le retour des centaines de milliards de dollars données aux agriculteurs européens ferait fortement diminuer le nombre des sous-alimentés dans le monde

S'il est difficile aux producteurs de fruits de rendre au gouvernement français les centaines de millions d'euros qu'ils ont reçus entre 1992 et 2002, il est encore plus difficile d'imaginer qu'un jour prochain, non seulement les subventions données aux agriculteurs européens disparaissent, mais qu'ils rendent à la commission européenne toutes les aides reçues depuis plus de 20 ans.

Et pourtant, avec le même raisonnement, l'UA (Union africaine) ou n'importe quel PED, pays dit en développement, pourrait exiger de la commission européenne qu'elle les récupère au nom du principe de « *la concurrence libre et non faussée* » inscrit dans le mini TCE relancé par Sarkozy (traité constitutionnel européen)

Car ces subventions, en permettant d'inonder les marchés des PED avec des aliments à bas coûts, portent une lourde part de responsabilité dans la pauvreté et la sous-alimentation des populations les plus fragiles. Les dons du PAM (Programme alimentaire mondial) sont le plus souvent des bateaux de céréales achetées dans les pays riches, pour parer aux situations d'urgence des populations les plus exposées à la faim. Ils ne résolvent en rien la question de l'autonomie alimentaire. Les exportations commerciales des grands producteurs agricoles subventionnés de la planète sont par contre désastreuses. Elles déséquilibrent les productions vivrières des pays pauvres et faussent la concurrence. Les paysans ne peuvent plus vendre leurs récoltes devenues trop chères en comparaison des produits importés. Ils vont grossir les bidonvilles des grandes capitales du Sud. Ce qui fragilise encore plus l'approvisionnement alimentaire du pays. Car il est obligé d'importer de la nourriture avec des devises difficilement gagnées par l'exportation de matières premières souvent agricoles : coton, café, cacao, banane, poissons, épices, etc. La barre du milliard d'humains sous-alimentés a été dépassée. Le plus grand génocide de tous les temps continue et s'aggrave.

Pour qu'il n'y ait pas de distorsion de concurrence au sein de l'Europe

La commission réclame le retour des millions d'euros versés aux producteurs de fruits français. Pour les paysans italiens, espagnols ou allemands, l'équité doit être respectée par l'application des règles du marché. Dans le Traité de Lisbonne, la disparition des taxes

douanières entre les pays membres, implique la suppression des aides nationales, au nom du marché roi et de « *la concurrence libre et non faussée* ». Pourtant, dans le même temps, elle utilise toute sa puissance commerciale et financière¹ pour faire signer par les PED des APE (accords de partenariat économique). Ce sont des accords de libre échange bilatéraux « *Europe-pays du Sud* » qui obligent les signataires à faire disparaître le reliquat de ces taxes douanières qui protégeaient encore un peu leur agriculture.

Or, les agriculteurs du Nord reçoivent chaque jour 1 Md\$ (milliard de dollars) de subventions. 4 Mds\$ chaque année sont versés aux 25.000 producteurs de coton étasuniens. Les céréaliers européens, et particulièrement les français, reçoivent sous forme d'aides fournies par les contribuables européens, jusqu'à 80% de leur revenu annuel pour quelques-uns. La politique agricole commune, la PAC -dont l'essentiel est constitué de subventions colossales- a entraîné des surproductions très importantes. Malgré le marketing agressif de l'industrie agro-alimentaire, la surconsommation d'aliments d'origine animale, le surpoids et l'obésité galopante, les Européens ne réussissent pas à tout manger.

Face à ces surplus issus de l'agriculture productiviste et pétrolière, dopée au machinisme, aux engrais chimiques, aux pesticides et aux subventions, le bon sens aurait été de diminuer ces aides financières à l'agriculture pour équilibrer l'offre avec les besoins en nourriture des Européens. Subventionner massivement l'agriculture a pu être un choix politique défendable dans les années 1950-60, quand il n'avait pas d'incidences externes et répondait à l'urgence de l'après guerre : plus d'impôts d'un côté, des produits alimentaires en quantité et moins chers de l'autre.

Les États européens sont partis à la conquête du monde il y a 5 siècles. Ils continuent aujourd'hui, en partenariat avec les Etats-Unis d'Amérique, aux travers du FMI, de la BM et de l'OMC. Ils n'ont pas encore achevé leur « *grande œuvre civilisatrice au nom de la liberté* ». C'est là que le bon sens a perdu face à la « *real politik* ». De nouvelles subventions destinées à aider à l'exportation de ces excédents agricoles ont été ajoutées. On a ainsi commencé par écouler les surstocks vers les pays pauvres pour, petit à petit, en faire un vaste système commercial permettant à l'agrobusiness de conquérir de nouveaux marchés et de faire de nouveaux profits.

Les États africains sont des esclaves économique-financiers des pays industrialisés

L'indépendance politique acquise par les pays africains dans les années 60 est un leurre. Très rapidement, les occidentaux les ont surendettés

volontairement. Ils ont corrompu ou assassiné leurs gouvernants. Depuis 1982, année de la grande crise de la dette, la majorité des pays subsahariens et beaucoup d'autres vivent en état de quasi faillite financière. La nouvelle crise de la dette qui se prépare le montrera malheureusement. La Banque Mondiale et le FMI, sous couvert de sauvetage, les asservissent par des conditionnalités liées aux nouveaux prêts qui leurs sont indispensables. Ces institutions, dominées par les occidentaux, imposent aux PED, l'ouverture de leurs frontières et la privatisation des compagnies nationales au profit des sociétés transnationales. L'OMC, l'Organisation mondiale du commerce, au nom du principe de libre échange, tente de parachever, depuis 2001 à Doha, la disparition totale des dernières barrières douanières des PED. Un peu comme pour le traité constitutionnel européen avec les Irlandais, elle va tenter de relancer début novembre 2009 à Genève, pour la énième fois, un traité bloqué par le principe démocratique offert aux PED par l'OMC. C'est pourtant ces taxes douanières qui protègent les lambeaux de leur souveraineté économique et surtout alimentaire. Le libre échange favorise les plus forts et tue les plus faibles.

Quand le nombre des sous-alimentés est en augmentation rapide, plus de 200 millions en Afrique subsaharienne, plus d'1/3 de la population, il est facile d'exporter des céréales, de la poudre de lait ou de la viande congelée, avec en prime une façade de bonne conscience nommée « aide ». Les frontières ayant été ouvertes et la libéralisation forcée des économies du Sud accomplie, ces aliments censés combattre la faim vont en réalité l'aggraver. Ayant reçu des subventions versées par l'ensemble des contribuables des pays riches, ces denrées agricoles exportées vont introduire, par un effet de dumping (vente en dessous du prix coûtant), une concurrence totalement faussée entre les agriculteurs du Nord et du Sud.

Au Sénégal ou au Cameroun, par exemple, les producteurs de poulets sont en grande difficulté. Les bas morceaux congelés et importés sont moitié moins chers que les productions locales et, sauf le piment, plus rien dans le riz-poulet sénégalais n'est produit sur place. Le mil, non subventionné, produit localement est trop cher pour nourrir les volailles. Au coin des rues de Dakar vous trouverez plus facilement de la baguette faite avec de la farine de blé importée ou des yaourts reconstitués avec du lait en poudre européen, que de la bouillie de mil, la base alimentaire des Sénégalais de la campagne.

Les producteurs de fruits comme les producteurs de lait doivent être protégés des réseaux de distribution qui font baisser les prix à la production et augmentent les prix à la revente. Quand le prix du lait s'est écroulé en 2008-2009, les marges des transformateurs et des distributeurs ont augmenté de plus de 50%

sur un an. Dans l'agriculture internationale, non seulement le jeu de la concurrence est faussé par les subventions, mais en plus les concepts du libre-marché et du libre-échange sont des leurres, comme le sont les indépendances africaines. Avez-vous déjà vu dans un championnat de boxe international un poids léger opposé à un poids lourd ? La concurrence entre un État africain sans barrières douanières et un État européen c'est exactement cela. Son PNB (produit national brut) est en moyenne 500 fois inférieur à celui d'un pays européen². Est-il libre de gagner ? Oui, mais il est certain de perdre.

Les concepts économiques, dans lesquels le mot liberté est partout, masquent les mensonges qui permettent à l'agro-business international de faire des profits et à la faim de progresser durablement. L'agriculture des pays pauvres doit pouvoir se protéger des subventions du Nord. Les ventes de leurs terres arables, par des dirigeants acquis à l'ultralibéralisme, ont une odeur de bouquet mortuaire. Il est inacceptable qu'au nom d'un principe frelaté, le libre-échange, appliqué par l'OMC, mais que les pays les plus puissants ne respectent pas eux-mêmes, on fasse mourir des millions d'humains. Quand existera-t-il un « tribunal civil international » devant lequel les associations de la société civile du Sud pourront porter plainte pour mettre en accusation la Commission européenne ? En aidant à l'exportation d'aliments à des prix trop bas – en permettant une concurrence faussée par les subventions – elle porte atteinte à la souveraineté alimentaire des pays en développement et participe aux désastres de la faim touchant leurs populations.

 Nicolas Sersiron

1. PNB en Milliards de dollars : Europe-13.000 Mds\$, USA-13.000 Mds\$, Chine : 4.500 Mds\$, Niger : 3,5 Mds\$, Sénégal : 8 mds\$
2. NB France 2.400 Mds\$, Madagascar : 4,5

Impunité consacrée : SWIFT, 36 ans et pas une plainte !

Une décision unilatérale des États-Unis, consécutive aux attentats du 11 septembre 2001, entraîne une réorganisation du traitement des informations sur les transferts financiers et ce, sans qu'y soit jamais reliée la question des paradis fiscaux et judiciaires. Elle a été révélée par ce que les médias ont appelé "l'affaire SWIFT".

"L'affaire SWIFT" (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication, « Société de télécommunications financières interbancaires mondiales ») a débuté le 23 juin 2006 avec la révélation par des journaux américains (New York Times, Los Angeles Times) de la surveillance exercée par le Trésor américain (et CIA, FBI, ...) depuis le 11 septembre 2001 sur les données transitant par SWIFT, au nom de la lutte contre les réseaux de financement du terrorisme. Il faut rappeler qu'en 2009, SWIFT traite plus de 14 millions d'opérations par jour. Cela ne concerne que les informations liées aux transactions financières internationales, pas les fonds eux-mêmes (Clearstram, Euroclear utilisent SWIFT). SWIFT assure donc un service mondial de messagerie normalisée sur son réseau sécurisé. SWIFT a été créée en août 1973 par 239 banques (de 15 pays). Société coopérative de droit belge, elle reste très discrète jusqu'à cette affaire. Aujourd'hui elle compte 2200 actionnaires dans 209 pays et 8300 clients (banques, fonds spéculatifs, transnationales, assurances etc...). Le conseil de surveillance de SWIFT intègre les banques centrales du groupe des 10 de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE), ainsi que la BCE.

Or, des données nominatives de citoyens européens ont été données par SWIFT alors qu'elles sont protégées par la Directive 95/46/CE relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. L'invocation de leur souveraineté par les États-Unis (au titre de la lutte contre le terrorisme) leur a permis de mettre l'Europe devant le fait accompli. Avec, en conséquence,

les négociations ponctuées d'accords intérimaires sur la question de la transmission de ces données. Car si le Parlement européen se plaint d'avoir été dépossédé de la question, le Conseil et la Commission Européenne communiquent sur les aspects positifs dans la lutte contre le terrorisme et la nécessité de parvenir à un accord avec les États-Unis après Lisbonne.



L'impunité demeure

Alors que le GAFI¹ a intégré la question du financement du terrorisme à la problématique de la délinquance financière, il règne un curieux silence (médiatique et gouvernemental) concernant le traitement des données à caractère personnel liées à la fraude ou à l'évasion fiscale et qui passent par SWIFT, elles aussi pour une grande part (hormis la valise de billets bien entendu). Le rapporteur d'une mission parlementaire parle ainsi de SWIFT : « Nous avons constaté, notamment en Suisse, que le système de compensation internationale ne permet pas l'identification de l'origine des fonds ni des ayants droit économiques, qui actionnaient des transferts de flux financiers et bancaires. Nous nous sommes intéressés à la question du système SWIFT, système qui permet la clarification des transactions et qui permet à n'importe quel juge d'instruction chargé de suivre une affaire de blanchiment de pouvoir ensuite reconstituer une évolution de flux bancaire et financier dans le monde, de pouvoir conserver une traçabilité intégrale »².


De plus un article de la Directive 95/46/CE

pourrait aisément être utilisé comme outil contre la fraude et l'évasion fiscale avec le même argument que les États-Unis contre le terrorisme : la souveraineté des États. La Directive 95/46/CE relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données prévoit en effet dans son article 13 des exceptions et limitations : « 1. Les États membres peuvent prendre des mesures législatives visant à limiter la portée des obligations et des droits prévus à l'article 6 paragraphe 1, à l'article 10, à l'article 11 paragraphe 1 et aux articles 12 et 21, lorsqu'une telle limitation constitue une mesure nécessaire pour sauvegarder : (...) e) un intérêt économique ou financier important d'un État membre ou de l'Union européenne, y compris dans les domaines monétaire, budgétaire et fiscal; ... »

La grande absente est donc bien la volonté politique sur cette question

alors que SWIFT réorganise son réseau de manière à satisfaire ses actionnaires et clients en installant un serveur européen en Suisse³.

En fait de moralisation de la finance, c'est bien à la consécration de l'impunité des milieux financiers que sera dédié ce G20 de Pittsburgh, tandis que les médias flasheront sur les bonus.

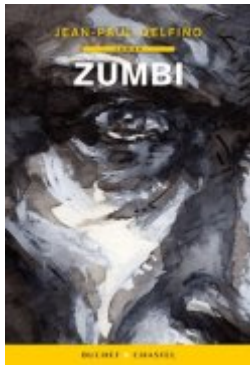
 Renaud Savéan

1. Le Groupe d'Action financière (GAFI) est un organisme intergouvernemental visant à développer et promouvoir des politiques nationales et internationales afin de lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Le GAFI est donc un organe de décision, fondé en 1989 s'efforçant de susciter la volonté politique nécessaire pour réformer les lois et réglementations dans ce domaine. Le GAFI a publié 40 + 9 recommandations afin de satisfaire cet objectif. ([extrait de leur site](#))

2. Voir RAPPORT D'INFORMATION PAR LA MISSION D'INFORMATION COMMUNE sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment des capitaux en Europe du 30 mars 2000. <http://www.assemblee-nationale.fr/legislatures/11/pdf/rap-info/i2311-5.pdf>

3. Lazaro Campos, directeur général de SWIFT dans Clearit mars 2009 : « deux éléments sont intervenus dans notre souci : à la fois la proximité géographique de la Suisse et son indépendance par rapport à l'Europe. »

Notes de lecture



Zumbi

Jean-Paul Delfino,
éd. Buchet-
Chastel, 2009

Un roman – mais inspiré de faits authentiques - qui met en lumière l'esclavage et le commerce triangulaire au 17^e siècle.

Fait prisonnier par les Portugais dans son village des hauts plateaux de l'Angola, Semba est emmené de force au Brésil où il devient esclave. Son quotidien est fait de sévices corporels, d'humiliations, de travail harassant, mais il n'a qu'une idée en tête : retrouver sa dignité. Il parvient à s'évader pour rejoindre la forêt de la Barriga, où vivent des milliers d'autres comme lui qui ont choisi la révolte et la liberté. Il intègre alors l'un de leurs villages, un *quilombo*, qui tient tête aux Portugais depuis des années grâce à leur chef Zumbi, le « Dieu de la Guerre ». Jusqu'à l'assaut final...



Nauru, l'île dévastée

Comment la civilisation capitaliste a anéanti le pays le plus riche du monde, Luc Folliet, La Découverte, 2009

Nauru, île minuscule du Pacifique, est la plus petite république du monde. Tout y commence avec le phosphate, dont regorge le sous-sol de l'île, qui en fait l'un des pays les plus riches dans les années 1970-80. Nauru adopte alors un mode de vie occidental et dépense sans compter, sans oublier la corruption de certains de ses dirigeants. Au début des années 1990, le phosphate s'épuise, laissant une île littéralement dévastée sur le plan environnemental et privée de sa seule ressource. Elle se vend alors au plus offrant pour maintenir coûte que coûte son mode de vie. Des centaines de banques offshore s'installent dans ce

nouveau paradis fiscal. Puis Nauru loue son sol à l'Australie voisine afin qu'elle y « exporte » ses camps d'internement de réfugiés. On envisage même l'abandon de l'île et l'exil de ses habitants... L'histoire d'un désastre écologique, d'une faillite économique, d'un hyper-consumérisme, d'un capitalisme forcené qui mène au cauchemar.

Le n°2 d'Afriques 21 vient de sortir !

Afriques 21 est une revue à but non lucratif réalisée par des bénévoles. Elle a pour objectif de se faire l'écho d'analyses, d'informations et d'initiatives d'organisations associatives et syndicales qui luttent afin d'obtenir une réelle alternative pour les peuples africains.

Pour ce deuxième numéro, nous avons choisi d'aborder dans notre dossier les politiques de santé sur le continent africain.

Vous trouverez également au sommaire de ce numéro des articles sur l'impérialisme français ainsi que sur les nombreuses luttes qui traversent le continent.

Le CADTM Brazzaville y propose aussi une démystification de la "lutte contre la pauvreté" si chère aux IFI.

Bonne lecture et n'oubliez pas de vous abonner !

La rédaction d'Afriques 21

contact@afriques21.org www.afriques21.org



Bulletin d'abonnement :

À envoyer à Afriques21 BP 39 94271 Le Kremlin-Bicêtre Cedex France

Chèque à l'ordre d'Afriques21

4 numéros : 15 € - 3000 FCFA - 40 DH

soutien : 30 € - 6000 FCFA - 80

DH Europe : 30€

À partir du n°:

Nom :

Prénom :

Adresse :

Courriel :

Agenda de la solidarité internationale 2010

Une façon originale et pratique de sensibiliser à la solidarité internationale pour un développement durable. Avec cet agenda, vous découvrirez mille et une informations pour la solidarité internationale au quotidien (dates clés pour fêter la paix, la solidarité et les droits de l'Homme, citations, campagnes, initiatives, références bibliographiques...) tout en profitant des fonctionnalités d'un agenda classique (semaine sur deux pages, planning, notes, répertoire).

Édité par Ritimo • En partenariat avec : Aide et Action • la Cimade • la Fédération Artisans du Monde • Frères des Hommes • la Ligue des Droits de l'Homme • Non-Violence XXI • Peuples Solidaires • Témoignage Chrétien. Une semaine sur 2 pages • Année civile 2009 • Reliure spirales • Un thème chaque mois (Education, Droits culturels, Information, Environnement, Migrations...) • 160 pages • 160 x 165 cm • 10 € (+ 2€ frais de port l'unité)

A commander dans les centres Ritimo ([liste des centres](#))



La crise... : j'adhère au CADTM !

NOM (en capitales): _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Tél : _____ Mel : _____ @ _____

> Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications :

[] 48 euros [] 27 euros (petits revenus)

> Adhésion seule : [] 10 euros [] 5 euros (petits revenus)

> Abonnement seul : [] 38 euros [] 22 euros (petits revenus)

Adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau – France

Tél : 00 33 (0)2 38 59 98 28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Claude Quémar

Mise en page : Yvette Krolikowski

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : à parution